



Aux urgences, à l'hôpital, Oui, M. Braun, la catastrophe est là ! Seule notre mobilisation unie pourra l'interrompre !

« la catastrophe annoncée ne s'est pas produite » : François.Braun, nouveau ministre de la santé est plutôt satisfait en cette fin d'été. Pourtant, dans le monde réel, celui des établissements où nous travaillons, où les patients tentent de se faire soigner, la catastrophe a bel et bien eu lieu et elle va continuer.

- Malades, sur des brancards pendant des heures aux urgences, faute de lits pour les accueillir, de soignantEs pour s'occuper d'eux, ou renvoyés dans d'autres établissements
- Lits et services fermés consultations reportées faute de personnel.

Pour les patients ce sont des « pertes de chances », des décès évitables, des états de santé dégradés.

Le 3 août, en déplacement au CHU de Nantes, le ministre a osé affirmer : « *Il n'y a pas de fermetures d'urgences, je crois qu'il faut arrêter avec ce terme qui est tout le temps utilisé* ». Une semaine plus tard, il devait admettre le contraire.

La réduction du nombre de passage aux urgences a été obtenue en limitant l'accès aux soins, pour celles et ceux qui n'ont pas d'autre solution. En rendant obligatoire l'appel aux SAMU pour accéder aux urgences, le gouvernement n'a fait que déplacer le problème. Les fanfaronades du ministre affirmant que « *cette régulation, n'apporte pas une dégradation des soins, mais au contraire une meilleure orientation des patients en fonction des besoins* » sont contredites, par la réalité.

L'impossibilité d'accéder directement aux urgences s'est traduite par une explosion des appels au Samu, auquel celui-ci ne pouvait toujours répondre dans les délais satisfaisants, avec un fort risque de « perte de chances », dans les situations critiques.

Quant aux prétendues « solutions alternatives », consistant à renvoyer les patients vers la médecine libérale, elles n'apportent que des réponses très partielles et imparfaites à l'heure où les médecins de villes sont eux aussi débordés et où les déserts médicaux s'étendent.

Automne 2022 : grand bla bla et austérité.

Alors qu'il faudrait un plan d'urgence, avec des mesures immédiates et fortes (recrutements, formations, budgets), pour sauver l'hôpital et redonner confiance à celles et ceux qui y travaillent, Macron et Braun nous refont le coup du « grand débat » : une « grande conférence », sur « l'accès aux soins » va être organisée de septembre à décembre... pour des « décisions » en début d'année 2023.

Et pendant ce temps-là l'inflation galope et les salaires stagnent....

Les maigres revalorisations issues du Ségur de la santé, sont absorbées par l'inflation. Ce n'est pas la « revalorisation du point d'indice » de 3,5% quand l'inflation a été officiellement en un an de 6,1% qui va nous permettre de mieux vivre. Et cela va empirer dans les mois qui viennent avec les nouvelles hausses prévues des prix de l'énergie et de tous les produits de première nécessité.

Sans rire, Macron n'a pas hésité à dire à celles et ceux qui terminent déjà difficilement chaque mois, que le temps de « l'abondance » était terminé.

De la colère à la mobilisation : c'est maintenant qu'il faut agir

Pourtant, dans les hôpitaux, si la colère est bien là, elle peine à se transformer en mobilisation. La lassitude et la fatigue pèsent. Les divisions entre syndicat, la répétition de journées d'actions sans lendemain n'aident pas. En ce mois de septembre, la CGT appelle à une journée d'action dans la santé le 22 septembre, tandis que CFDT, FO et UNSA, obligés de constater qu'ils ont été les dindons de la farce du Ségur appellent à l'action le 27 ! Le 29 septembre, l'appel à la mobilisation, concerne tous les salariés Orléans le 18-09-2022